

Un demi-siècle de vulgarisation fêté à Grangeneuve. Avenir de la «vulg»

DOMINIQUE BARJOLLE, directrice d'Agriidea à Lausanne, partage ses visions de la vulgarisation agricole.

En quoi le travail du vulgarisateur a-t-il changé depuis la naissance de la «vulg»?

Les pionniers de la «vulg» avaient pour objectif le développement de la production. Depuis, la donne a changé et du «produire plus» on est passé au «produire mieux». Le vulgarisateur du XXI^e siècle accompagne la famille paysanne dans la gestion stratégique de l'entreprise.

Du «produire plus» on est passé au «produire mieux»

Le conseiller idéal maîtrise deux catégories de compétences: il dispose d'une expertise pointue dans un domaine précis, par exemple la production laitière, et d'une compétence plus large d'accompagnement et de gestion de projets. Dans ce domaine, il n'apporte pas de solution technique mais est capable de coacher une exploitation ou une institution dans l'élaboration d'un projet stratégique. Son expertise est plus conceptuelle, sociale que technique.

Comment va évoluer le travail d'Agriidea à l'avenir?

Le rapprochement des deux centrales de vulgarisation de Lindau et de Lausanne est la concrétisation d'une volonté de travailler sur le plan national. C'est clairement sur ce plan que s'inscrit notre avenir. Ce n'est pas simple à mettre en place sans nous disperser. En Romandie, depuis longtemps, nous cherchons à développer nos activités en nous concertant avec les services de vulgarisation cantonaux. Si bien que la nature de notre action fait déjà consensus.

En Suisse alémanique, la concertation entre Agriidea et les services cantonaux est moins étroite. Mais faire ce passage à une échelle nationale et centralisée de nos activités est difficile parce que nous sommes face à une multitude d'attentes de la part des cantons.

Les offices fédéraux, les stations de recherche et tous nos partenaires de l'échelon national insistent pour que nos prestations soient le plus homogènes possible mais nos vingt-six cantons clients ont la plupart du temps de la peine à se mettre d'accord lorsqu'il s'agit de formuler des demandes communes. La création du «Forum vulg Suisse» vise à renforcer la concertation entre les services des vingt-six cantons.

Jean Vallat a affirmé que «la vulgarisation n'est pas l'instrument de la politique agricole mais qu'elle ne doit pas pour autant l'ignorer». Est-ce toujours valable?

Oui, cela reste valable. Mais

la politique agricole a fondamentalement changé pas seulement dans son contenu, mais dans sa forme et son origine. Jusqu'en 1990, avant le début de la libéralisation des marchés, la politique agricole était faite par l'OFAG. Aujourd'hui, le cercle de ceux qui définissent le contexte légal de l'agriculture est beaucoup plus large.

Ce n'est plus un édifice monolithique construit à la Mattenhofstrasse. L'Office fédéral de l'agriculture perd de son monopole au profit des offices vétérinaire, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, de la santé publique ou du secrétariat à l'économie. Il résulte de cette ventilation des pouvoirs et des compétences un éclatement des logiques régissant l'élaboration de la politique agricole. D'une logique essentiellement agronomique, nous sommes passés à une logique multisectorielle. C'est pour cette raison qu'Agriidea a élargi sa palette de compétences en intégrant des métiers qui sont plus larges que ceux de l'agronomie.

«D'une logique essentiellement agronomique, nous sommes passés à une logique multisectorielle»

Les mandats liés à la protection de l'environnement ont pris de l'importance. Qui sont les mandataires de ce type de mandats?

La protection de la nature et celle des animaux sont des facteurs déterminants pour l'avenir de l'agriculture. Il y a consensus en Suisse pour soutenir une agriculture durable en fonction de prestations en faveur de la protection des ressources naturelles et des animaux. De plus en plus de consommateurs attendent des produits agricoles répondant à ces critères de durabilité. Nous avons en effet, à Agriidea, des mandats liés aux thématiques «agriculture et nature» et «prévention de la santé animale». Ceux-ci nous sont confiés par l'OFEV, l'OFV et l'OFAG.

Entre la logique agronomique productiviste et la logique de la protection des ressources ou des animaux, il y a très souvent conflit d'intérêts. En réunissant sous l'égide d'Agriidea des agronomes, des biologistes et des vétérinaires, nous arrivons à trouver des solutions qui font sens pour tous. Ces approches consensuelles sont de loin préférables aux conflits sans solution qui opposent parfois les milieux agricoles à ceux de la protection de la nature et des animaux. Avec ce principe, nous avons joué un rôle pionnier dans le développement de la production intégrée.

Le mouvement de libéralisation actuel a-t-il des conséquences pour Agriidea et pour les tâches qu'elle remplit?

Nous développons un outil

de prospection des marchés agricoles. L'objectif est de cerner les tendances futures sur le marché interne agroalimentaire helvétique, sur les marchés d'import-export et sur l'évolution de la demande des consommateurs. Sur ce dossier, nous entendons collaborer étroitement avec la recherche agronomique, l'OFAG et l'Office de la statistique, la branche agricole, l'USP et AGORA, ainsi qu'avec les interprofessions. Le but ultime est de mettre à disposition des branches un outil et des informations permettant d'appréhender assez tôt les évolutions du marché pour s'y adapter.

A côté d'Agriidea, à l'échelon romand, chaque canton dispose d'un service de «vulg». Est-ce encore justifié? Une seule structure romande ne serait-elle pas plus rationnelle?

Il est indispensable que les structures de «vulg» agissant en direct sur le terrain soient portées par leur clients les agriculteurs et les pouvoirs publics des cantons. Tout ramener à l'échelle de la Suisse romande est le meilleur moyen de perdre le contact avec le terrain. C'est aussi prendre un grand risque de perdre du financement. La «vulg», pour remplir sa mission, doit demeurer proche de son public cible. Dans notre système fédéraliste, c'est une tâche cantonale et il est bon qu'elle le demeure. Ce qui par ailleurs ne doit pas empêcher la collaboration et la concertation entre les cantons. Aujourd'hui, j'observe qu'en ce qui concerne les activités de vulgarisation, cette collaboration fonctionne bien sur le plan opérationnel au niveau des vulgarisateurs de terrain. Par contre, elle est rare au niveau des décideurs sur le plan stratégique.

On observe également que le conseil individuel prend le pas sur la formation. Est-ce une volonté affirmée de la «vulg»?

Ce sont en partie les changements dans les modes de financement de certains services cantonaux qui leur ont dicté cette évolution. C'est particulièrement le cas pour les cantons de Genève, de Neuchâtel, de Vaud, du Jura et du Jura bernois. Ce n'est pas le cas en Suisse alémanique, en Valais et à Fribourg. En Valais par exemple, l'activité des groupes a certes beaucoup diminué, mais c'est au profit de projets régionaux ou collectifs.

«L'activité des groupes a diminué au profit de projets régionaux»

La gestion de ces projets, par des vulgarisateurs, implique des compétences autres que l'expertise technico-financière de ceux qui ont axé leurs prestations sur le pur conseil individuel.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN PIDOUX



Dominique Barjolle, directrice d'Agriidea Lausanne.

C. PIDOUX

Le futur d'Agriidea

Lors du jubilé d'Agriidea, ce 6 juin à Grangeneuve, le directeur de l'OFAG a évoqué ce que pourrait être l'avenir institutionnel de la vulgarisation.

Collaboration ou fusion

Si jusqu'en 2011 le financement d'Agriidea est assuré, notamment par une participation de 50% de la Confédération, pour la suite, deux scénarii sont envisageables. Celui de l'intégration qui consisterait à fusionner les stations de recherche Agroscope, la HES de Zollikofen et Agriidea en une seule institution dont l'objectif est la gestion du système de connaissance agricole.

La seconde alternative est de maintenir des institutions distinctes tout en renforçant encore la collaboration entre elles. Ces projets sont à l'étude, a expliqué Manfred Böttsch. Dans son allocution, le directeur de l'OFAG a souligné le rôle indispensable d'Agriidea dans le système de connaissance agricole tout en invitant l'institution à être plus innovatrice et à alléger son fonctionnement.

Modèles de transfert

Dominique Barjolle a présenté l'évolution du transfert des savoirs dans le système de connaissance agricole. Au début de la vulgarisation, le savoir était transmis de la «vulg» à la base. Ensuite, la circulation de l'information est allée dans les deux sens dans une logique d'échange entre agri-



Manfred Böttsch, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture.

C. PIDOUX

culteurs et vulgarisation. Avec le temps, on est passé de l'échange à la collaboration entre recherche, vulgarisation et agriculteurs pour déboucher enfin sur un modèle de coproduction des connaissances agricoles. Dans ce dernier modèle, tous participent de manière active à l'élaboration du savoir.

Selon la directrice, ce dernier modèle est appelé à prendre plus d'importance à l'avenir. Il implique une étroite collaboration entre tous les acteurs concernés. Pour cela, elle appelle à une plus grande implication des organisations agricoles dans le système de connaissance, notamment par une participation au financement pour mieux répondre à la logique du «qui paie commande».

L'homme au centre

La vulgarisation est comme l'école: il est indispensable

que ses activités soient portées par une institution et un concept général appelé politique de formation. Pour les bénéficiaires, qu'ils soient élèves du système scolaire ou agriculteurs partenaires de la «vulg», l'essentiel se passe sur le terrain. Au même titre que 80% du succès de l'école dépend de ce qui se passe dans la classe et de la qualité de l'enseignant, le succès de la «vulg» dépend de ce qui se passe sur le terrain et des compétences du vulgarisateur.

Les deux témoignages des agriculteurs Daniel Guillard et Vreni Aebersold l'attestent. Leur satisfaction à l'égard de la vulgarisation tient en premier lieu à la qualité de ce qu'ils ont construit avec l'appui de leur conseiller. Quels que soient les concepts, l'homme reste au centre de l'efficacité de la «Vulg».

CP